[il s'agissait de la Commission qui organisait, à Paris, une exposition des musées de province].

De Goncourt, qui détestait les cérémonies d'apparat, fut horripilé de voir de Chennevières pontifiant en tenue correcte et officielle ; quelques-unes de ses idées n'ayant pas été acceptées, de Goncourt s'emporta au point de traiter de *brd-gélivores* les membres de la commission et de quitter la salle en faisant fortement claquer la porte. Chennevières était assez rancunier et ne supportait pas sans amertume les plaisanteries de Goncourt... Il y avait aussi entre lui et de Goncourt une rivalité en fait de collections de dessins du XVIII^e siècle qu'ils recherchaient l'un et l'autre avec acharnement.

Telles furent les causes de la brouille dont la partie du journal de Goncourt inédite s'occupe vraisemblablement, ainsi que de la correspondance acrimonieuse qui suivit la brouille.

Notons que, dans le *Journal des Goncourt* publié, on trouve trace de cette brouille : le 4 janvier 1874, Edmond de Goncourt parle sans enthousiasme de cette commission où il a accepté « de se laisser fourrer » ; et, le 29 janvier 1875, il annonce sa rupture avec tous ces « mielleux bonshommes, tous ces administratifs littérateurs » qui, dit-il, lui inspirent « presque un dégoût physique ».

Le dernier propriétaire de Saint-Santin, M. Joseph de Trémaudan, avait également occupé ses loisirs à des recherches historiques, en particulier sur sa famille. Il a été inhumé dans le caveau de celle-ci, à Redon (Ille-et-Vilaine). — L. DX.

§

L'autographe daté de la « Marseillaise ». — Dans son article sur *La Marseillaise et Rouget de l'Isle*, M. L. Thuasne écrit (*Mercure de France*, 15-XII-1923, p. 601) qu'il n'existe pas d'autographe daté de la *Marseillaise* établissant son antériorité sur l'édition de Ph.-J. Dannbach et que, par suite, c'est cette dernière qui « doit être considérée comme étant l'original ». L'original daté de la célèbre composition existe parfaitement et a été reproduit en fac-similé le mardi 6 juin 1911 au n° 136 — numéroté par erreur 126 — du *Journal d'Alsace-Lorraine* de Léon Boll, par Boll lui-même, Boll tenait cet autographe d'un industriel bien connu de Sentheim — le « Masmünster » des Boches, — M. René Bian, mais le propriétaire en était alors le beau-frère de ce dernier, M. Gabriel Chabert. La précieuse pièce, pieusement conservée dans cette famille de patriotes alsaciens, provenait, sans interruption dans la transmission, d'une grand'mère de la femme de M. Bian, vieille dame nommée M^{me} Parcelet-Morny, à laquelle Rouget de l'Isle l'avait remise le jour même où l'hymne fut chanté chez le maire Dietrich, comme à une amie, avec laquelle il faisait parfois, à Strasbourg, de la musique.

Ancien collaborateur de Boll dans le journal duquel j'ai écrit, précieusement, en 1911, les articles des n°s 174 et 190 sur Rouget, — j'ai

été mis par lui au courant de la question et mes souvenirs sont parfaitement exacts. — C. P.

§

A propos de la Conférence de Washington. — Nous avons reçu la lettre suivante :

Paris, 30 décembre 1923.

Monsieur le Directeur,

Dans le *Mercur* du 15 décembre 1923, à propos d'un article de moi paru dans le *Mercur* du 15 octobre 1923, M. Jean Norel fait observer que si la France à Washington « s'était présentée avec une flotte double... l'accord préalable, au lieu d'un concert à trois (Angleterre, Etats-Unis, Japon) aurait eu lieu à quatre... Rien n'aurait été changé. »

Mais si ! Comme il le dit lui-même, il y aurait eu *la France en plus*, dans le concert des puissances discutant les accords et y prêchant des avantages personnels ; la France n'aurait donc pas été traitée en mineure et c'est précisément ce que j'avais montré.

M. Jean Norel veut me faire dire que les Etats-Unis et l'Angleterre avaient intérêt à empêcher la France de construire des navires de 35.000 tonnes. Je n'ai jamais écrit cela.

J'ai assez fait ressortir, je crois, que la France avait été mise à l'écart des discussions à ce sujet ; je n'ai indiqué (p. 319 à 321) que les raisons techniques générales des Anglais, des Américains et des Japonais, raisons très indépendantes de la situation de la marine française, considérée comme secondaire et digne seulement d'un examen ultérieur. Quand j'ai traité la question des grands navires de combat j'ai même dit textuellement (p. 326) : « Les Français et les Italiens, non admis à la discussion, et mis simplement en face des décisions prises, ne pouvaient qu'acquiescer : ils n'avaient encore jamais construit de navires aussi grands, et de longtemps l'état de leurs finances leur interdisait d'y penser, ils n'avaient peut-être pas étudié le problème à fond. »

Parce qu'ils avaient des difficultés à les suivre dans l'accroissement (jugé nécessaire par les experts) des dimensions du navire de bataille, les Anglais et les Américains, surtout, pensaient *aux Japonais*.

Enfin, il est certain que, dans tous les pays, les ports de guerre (et autres installations maritimes) sont construits pour des navires d'un tonnage déterminé qui est le tonnage admis comme probable dans le proche avenir. Quand les dimensions des navires augmentent trop, il faut pouvoir agrandir ces ports ou pouvoir en créer d'autres. Je montrais (p. 321) que les Anglais ne pouvaient le faire entre Gibraltar et l'Egypte. Les Français et les Italiens pourraient certainement le faire sur leurs côtes : pas à Lorient, Rochefort ou Brindisi, sans doute, mais ailleurs ; et à Brest même, des travaux importants, que la guerre a interrompus, avaient été prévus dans ce but.

Je n'ai pas voulu établir une thèse, mais exposer objectivement des faits, et je crois qu'ils subsistent.

Croyez, etc.

ANDRÉ COGNIET.

§

Blasco Ibanez au Japon. — Nous sommes à même de rappor-